

Improving Access to Justice through Legal Expense Insurance

WHEREAS equal access to justice is a Canadian Bar Association priority, particularly the impact of inadequate government support for legal aid on the most vulnerable and marginalized members of society;

WHEREAS legal issues have become more complex and costly to resolve, and middle class Canadians find it difficult to pay for legal help when an event requiring legal advice or representation arises;

WHEREAS the legal needs of middle class Canadians are often distinct from the legal needs of Canadians who are poor, requiring unique strategies and approaches;

WHEREAS the prevalence of unrepresented litigants in Canada's courts strains judges and court staff, and the administration of justice, and more importantly, impedes equal and fair justice for all Canadians;

Amélioration de l'accès à la justice par l'assurance des frais juridiques

ATTENDU QUE l'accès égal à la justice constitue une priorité de l'Association du Barreau canadien, notamment en ce qui concerne les conséquences de l'aide insuffisante apportée par le gouvernement en matière d'aide juridique auprès des membres des groupes les plus vulnérables et marginalisés de la société;

ATTENDU QUE les litiges juridiques sont devenus plus complexes et leur règlement plus coûteux, et que les Canadiens et Canadiennes de classe moyenne ont du mal à trouver les moyens financiers pour couvrir leurs frais juridiques lorsque survient une situation qui requiert conseils ou représentation juridiques;

ATTENDU QUE les besoins juridiques des Canadiens et Canadiennes de classe moyenne diffèrent souvent de ceux des Canadiens et Canadiennes vivant dans la pauvreté; ce qui requiert des approches propres aux attentes de chacun(e)s.

ATTENDU QUE la prédominance des parties non représentées devant les tribunaux au Canada pèse sur le travail des juges et du personnel des tribunaux et sur l'administration de la justice et, plus important encore, nuit à la

WHEREAS the CBA and other justice system participants recognize that Canada has a growing access to justice problem, urgently requiring creative and comprehensive solutions;

WHEREAS legal expense insurance has proven to be an innovation that significantly increases access to justice for the middle class in Europe, and a significant percentage of residents in countries including France, Germany, Sweden, Finland and the UK hold policies, either as a stand-alone product or as part of existing policies;

WHEREAS legal expense insurance has not gained widespread acceptance in Canada outside Quebec;

WHEREAS legal expense insurance does not generally include coverage for family law matters, the most common type of legal problem experienced by Canadians;

BE IT RESOLVED THAT the Canadian Bar Association collaborate with legal expense insurance providers to:

justice égale et équitable pour tous les Canadiens et les Canadiennes;

ATTENDU QUE l'ABC et d'autres participants au système judiciaire reconnaissent que le problème d'accès à la justice prend de l'ampleur au Canada, ce qui crée un besoin urgent de trouver des solutions globales et novatrices;

ATTENDU QUE l'assurance de frais juridiques s'est révélée comme étant un nouveau moyen d'améliorer sensiblement l'accès à la justice pour la classe moyenne en Europe, et qu'un pourcentage important d'habitants et d'habitantes des pays tels la France, l'Allemagne, la Suède, la Finlande et le Royaume-Uni l'ont adoptée, soit comme outil indépendant, soit comme partie intégrante de polices;

ATTENDU QUE l'assurance de frais juridiques n'est pas encore largement acceptée au Canada, à l'exception du Québec;

ATTENDU QUE l'assurance de frais juridiques n'inclut généralement pas la couverture des questions touchant le droit de la famille, le genre de problème juridique que rencontrent le plus souvent les Canadiens et Canadiennes;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE l'Association du Barreau canadien collabore avec les fournisseurs d'assurance de frais juridiques afin :

Resolution 12-07-A

Résolution 12-07-A

- communicate to CBA members, government leaders and the public the potential for legal expense insurance to improve access to justice to the middle class in Canada; and
- ask insurance providers to adopt measures to safeguard and inform consumers, and adapt policies to address the legal needs of the Canadian market, requiring family law services to be included at reasonable cost.
- d'informer les membres de l'ABC, les dirigeant(e)s du gouvernement et le public du rôle essentiel que peut jouer l'assurance de frais juridiques dans l'amélioration de l'accès à la justice auprès de la classe moyenne au Canada;
- de demander aux fournisseurs de régimes d'assurance d'adopter des mesures afin de protéger et d'informer les consommateurs, d'adopter des politiques visant à répondre aux besoins juridiques du marché canadien, ce qui requiert l'inclusion de la couverture, à un prix raisonnable, des services relatifs aux questions touchant le droit de la famille.

Certified true copy of a resolution carried by the Council of the Canadian Bar Association at the Annual Meeting held in Vancouver, BC August 11-12, 2012

Copie certifiée d'une résolution adoptée, par le Conseil de l'Association du Barreau canadien, lors de son Assemblée annuelle, à Vancouver, C-B les 11 et 12 août 2012.

**John D.V. Hoyles
Chief Executive Officer/Chef de la direction**